Comme je l'ai déjà dit à l'honorable représentant, ces questions sont envoyées de mon ministère au Directeur général des élections ou au Commissaire au remaniement et de là vont à la Commission de délimitation des circonscriptions électorales. Je suppose qu'elles reviennent. Mais je nie qu'il y ait eu un retard dans mes services. En fait, on nous avait demandé de répondre à toutes les questions à la fin du congé de Pâques. Je sais que la province de l'Alberta mérite bien sa réputation d'efficacité dans ce domaine et je peux tout simplement dire au député qu'à titre de représentante de cette province je serais heureuse de travailler avec lui afin d'essayer d'obtenir les renseignements requis.

M. G. L. Chatterion (Esquimalt-Saanich): L'honorable représentante pourrait-elle nous dire si les députés pourraient se procurer un exemplaire des témoignages qui ont été deposés à la Commission du remaniement de la carte électorale au cours des audiences publiques, et si les députés auront ce document à temps pour le débat?

L'hon. Mile LaMarsh: Je n'en suis pas certaine. Je ne crois pas qu'une telle requête m'ait été transmise, et je ne sais pas non plus si de tels documents existent. Mais je serais heureuse d'en parler au préposé au remaniement de la carte électorale aussitôt que l'appel à l'ordre du jour sera terminé.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA CORÉE—LA NÉGOCIATION D'UN ACCORD

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Howard Johnston (Okanagan-Revelstoke): J'ai une question à poser au ministre du Commerce. Le ministre et ses fonctionnaires ont-ils l'intention de donner suite à la demande du Board of Trade de Vancouver afin d'amorcer des négociations avec la république de Corée en vue de la conclusion d'un accord commercial avec ce pays?

M. l'Orateur: A l'ordre. Cette question devrait être inscrite au Feuilleton.

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

L'USAGE GRANDISSANT DU TABAC CHEZ LES ÉCOLIERS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Barry Mather (New-Westminster): Ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. En son

L'hon. Judy V. LaMarsh (secrétaire d'État):

absence, je pourrais peut-être la poser à son secrétaire parlementaire. Le ministère de la Santé a publié un rapport indiquant une stère au Directeur général des élections ou la Commissaire au remaniement et de là vont la Commission de délimitation des circonsiptions électorales. Je suppose qu'elles renent. Mais je nie qu'il y ait eu un retard à enrayer pareille habitude?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): J'aborderai cette question avec le ministre dès qu'il reviendra de Rome.

LES TRANSPORTS

DIGBY (N.-É.)—LE PROJET DE CHAUSSÉE ET DE PORT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. P. Nowlan (Digby-Annapolis-Kings): Ma question devait s'adresser au ministre des Travaux publics. Il n'est pas dans son fauteuil, mais à l'arrière de la Chambre, près de la troisième rangée. Je veux m'assurer qu'il est à sa place et en mesure de répondre à cette importante question dont je lui ai donné préavis. J'aimerais savoir si le ministre a reçu et étudié un mémoire préparé par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse au sujet du projet de la chaussée et du port de Petite Passage à Digby, en Nouvelle-Écosse et, dans l'affirmative, s'il projette de convoquer toutes les parties intéressées sur-le-champ afin d'étudier la possibilité de mettre ce projet à exécution?

M. l'Orateur: J'espère que l'honorable député ne m'en voudra pas si je lui fait observer que la question devrait être inscrite au Feuilleton.

L'AGRICULTURE

L'ASSISTANCE AUX CULTIVATEURS DU NORD-OUEST DU QUÉBEC

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, hier, le député de Villeneuve m'a posé une question au sujet de l'envoi de chèques d'aide d'urgence aux cultivateurs du Québec. En approfondissant la question, je constate qu'il voulait peut-être parler du programme d'aide agricole d'urgence dans la région du lac Saint-Jean. Dans cette région, le gouvernement fédéral verse son aide en envoyant des chèques directement au lieu de passer par le gouvernement provincial comme c'est le cas pour le programme général d'aide agricole d'urgence.